

Consultation nationale « EEES 2030 »

Principaux résultats

I/ Rappel liminaire / Organisation de la consultation nationale

A- Contexte européen

Suite aux ateliers du BFUG de Bucarest (avril 2019), objet d'une note « *BFUG summary* » (http://www.ehea.info/Upload/BFUG_vision_summary.pdf), il est demandé, fin juin 2019, à l'ensemble du BFUG (pays et organisations) de mener de larges consultations en vue du BFUG d'Helsinki de novembre.

Alors que dans ce contexte, les consultations ont été en majorité été menées au cours de l'été 2019, période peu favorable, la période choisie en France fut septembre-novembre 2019.

B-Méthodologie retenue

La volonté d'ouvrir le débat en France a conduit, au-delà de la diffusion du «*BFUG summary* », à élaborer un questionnaire ad hoc, rendu disponible en ligne (via *Europa survey*) pendant un mois, du 23 septembre au 18 octobre 2019, et relayé en particulier auprès des établissements d'enseignement supérieur, notamment avec le concours des Conférences d'établissements (CPU, CDEFI, CGE), ainsi que le réseau des opérateurs « qualité » (HCERES et CTI), et par le compte Twitter du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI).

a/Objet du questionnaire

Ce questionnaire a eu pour objet trois grandes thématiques :

- 1/les défis (à la fois directs et indirects) – soit 11 défis a priori recensés et proposés - qui se posent aux établissements d'enseignement supérieur ?
- 2/les types de scénario (4 types) pour le développement de l'espace européen de l'enseignement supérieur (EEES), assortis de priorités d'action (7)
- 3/la question des modalités de mise en œuvre avec quels instruments à privilégier, au niveau de quels acteurs

b/Organisation des discussions en ateliers

Les discussions développées à partir du questionnaire précité ou en parallèle ont fait l'objet de deux séquences organisées par le MESRI :

-d'une part, *des entretiens* avec des syndicats étudiants (soit UNEF et FAGE, les 2 syndicats nationaux par ailleurs adhérent à l'ESU), après une invitation du MESRI diffusée à l'ensemble des syndicats ainsi qu'à la Conférence nationale des Étudiants Vice-Présidents d'Université (CEVPU) ;

-d'autre part, *des ateliers* centrés sur le futur de l'EEES à horizon 2030, organisés en parallèle le 8 novembre 2019 et auxquels ont été conviés les établissements d'enseignement supérieur, leurs Conférences (CPU, CDEFI, CGE), les opérateurs « qualité » (HCERES, CTI), France Education International (FEi), des Experts, et les services DGESIP et DAEI du MESRI. Sur les 120 inscrits, ces ateliers ont réuni plus de 80 participants, provenant en majorité des établissements d'enseignement supérieur (universitaires et services des relations internationales représentant des universités et des écoles – formations d'ingénieurs et de commerce, pour la plupart).

Espace européen de l'enseignement supérieur après 2020 / Consultation nationale

Principaux résultats du questionnaire en
ligne

QUI A RÉPONDU?

- → 252 réponses
- → 76 réponses au nom d'une organisation (dont 71 d'établissements)
- → 176 à titre individuel (enseignants-chercheurs, étudiants, personnels...)

I/1 - DEFIS DONT L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN EUROPE DEVRA DE PLUS EN PLUS TENIR COMPTE POUR LA RÉALISATION DE SES MISSIONS...

■ Quels défis ?

	Défis listés (majorité décroissante des réponses)	Tout à fait favorable (OK+) ou favorable (OK) - (%)
1	<u>Défi n°1 / Défis mondiaux, enjeux du développement durable</u>	72.62 (OK+)
2	<u>Défi n°9 / Soutenabilité financière de l'enseignement supérieur</u>	48.02 (OK+)
3	<u>Défi n° 4 / Diversité du corps étudiant & enseignant</u>	47.2 (OK)
4	<u>Défi n°7 / Transformation numérique</u>	45.63 (OK+)
5	Défi n°3 / Crises de la démocratie	44.84 (OK)
6	Défi n°2 / Mutations du marché du travail	44.05 (OK+) +44.05 (OK)

I/ DEFIS JUGÉS LES + IMPORTANTS ...

	Défis listés (majorité décroissante des réponses)	Très important (*5) - (%)
1	<u>Défi n°1 / Défis mondiaux, enjeux du développement durable</u>	71.43
2	<u>Défi n°9 / Soutenabilité financière de l'enseignement supérieur</u>	40.48
3	<u>Défi n°7 / Transformation numérique</u>	32.94
4	<u>Défi n°5 / Inégalités sociales et géographiques</u>	29.37
5	Défi n°10 / Demande de + de mobilité étudiante dans l'EES	26.59

II/ 1 - SCENARIOS SOUHAITABLES?

	Scénario (majorité décroissante des réponses)	Tout à fait d'accord (OK +) ou d'accord (OK) - (%)	Pas du tout OK (a) ou pas OK (b)
1	Scénario n°2 / Approfondissement de l'EES	83,7	
2	Scénario n°1 / Continuité	53,17	
3	Scénario n°3 / Recentrage	38,1- (25,8 pour « indifférent »)	
4	Scénario n°4 / Espace mondial	19,84	Total «Non» : 65.47 [37.3 (a) +28.17 (b)]

II/ 2 - SCENARIOS PROBABLES?

	Scénario (majorité décroissante des réponses)	Tout à fait d'accord (OK +) ou d'accord (OK) - (%)	Pas du tout OK (a) ou pas OK (b)
1	Scénario n°1 / Continuité	81,75	
2	Scénario n°2 / Approfondissement de l'EES	70,6 (dont 50 ok)	
3	Scénario n°3 / Recentrage	42,46	
4	Scénario n°4 / Espace mondial	19,45	Total «Non» : 60,72

III/ 1- PRIORITES PERTINENTES ?

- 1-Priorité 1 / **Rôle sociétal de l'enseignement supérieur** : près de 77% (76.59)
- 2-Priorité 3 / **Enseignements innovants et de haute qualité** (lien recherche, parcours souples et pertinents pour l'emploi & la société) : 63.1%
- 3-Priorité 2 / **Un enseignement supérieur plus inclusif** : 52.38 %
- 4- Priorité 6 / **Internationalisation & mobilité** : 49.6%
- 5-Priorité 4 / **LLL** : 46.43 %
- 6-Priorité 7 / **Gouvernance & autonomie** : 43.25%

III/2- PRIORITES LES PLUS IMPORTANTES ...

(degré 5) :

- 1-Priorité 1 « **Rôle sociétal** » : > 68%
- 2- Priorité 3 « **Enseignements innovants et de haute qualité** » : > 48 %
- 3- Priorité 6 « **Internationalisation et mobilité** » : > 39 %

III - QUALITATIF / POINTS MAJEURS ...

■ Soutien majoritaire à + d'Europe

- Favorable à un scénario « approfondissement de l'EEES » / défavorable au remplacement par un cadre international
- UE : un acteur identifié comme majeur (universités européennes, Erasmus+)
- Forte demande de cadres communs & de convergence accrue (reconnaissance, voire harmonisation) – durée des formations, agendas universitaires, etc
- Diplômes européens & questions pour l'avenir

■ Enjeux climatiques, écologiques, énergétiques

- Au centre des préoccupations → mais quelles actions pour l'enseignement supérieur en Europe?

■ Inclusion

- Parmi les priorités principales
- Mais peu de propositions d'actions sauf pour la mobilité (+ inclusive),
- Education/formation tout au long de la vie peu mise en exergue

■ Employabilité ?

- Apparaît moins centrale

III/ Principaux résultats des ateliers

Les principaux résultats des discussions développées en ateliers peuvent être résumés comme suit :

A / Défis

Au chapitre des défis, en premier lieu, a été unanimement soulignée la question des mutations, associée à la transformation numérique en cours et aux évolutions rapides du marché du travail, qui nécessitent de nouvelles compétences et la capacité à se former tout au long de la vie pour relever le défi d'une insertion professionnelle durable.

Pour 3 ateliers sur 4, le second grand défi identifié pour l'EEES à horizon 2030 concerne les inégalités sociales, géographiques et linguistiques, vu le défi réel du multilinguisme dans un EEES où la tendance actuelle est au « tout-anglais » pour les échanges, et la question de l'inclusion à développer pour la mobilité.

Par ailleurs, avec 2 ateliers sur 4, le troisième défi a trait à la concurrence croissante, vis-à-vis de l'EEES, de nouveaux compétiteurs dans le monde – un constat en particulier mis en exergue par les écoles.

Enfin, la question générale du financement de l'enseignement supérieur, avec pour corollaire la soutenabilité financière des établissements, a été mise en avant.

B/ Quel scénario de développement pour l'EEES ?

2 types de scénario, d'une part le recentrage de l'EEES sur quelques priorités, d'autre part la dilution de l'EEES dans un espace mondial, ont été unanimement rejetés. En revanche, l'approfondissement de l'EEES par une mise en œuvre accrue des réformes a été majoritairement souligné, qu'il soit plébiscité, ou appréhendé comme la résultante du développement dans la continuité, scénario jugé le plus probable par certains, ou que cet approfondissement passe par une plus grande convergence des systèmes (architecture des diplômes, ou carte étudiante européenne), soit par « plus d'Europe ».

C/ Priorités et actions

En termes de priorités, il est significatif de constater que la question du développement de l'autonomie, par un pilotage stratégique accru au niveau des établissements, traverse 3 ateliers sur 4. Il faut notamment, souligne un atelier, diversifier les structures, simplifier les procédures, accompagner les équipes.

Les deux autres grandes priorités, qui résultent de 2 ateliers sur 4, concernent :

-la question de la poursuite de la démocratisation de l'enseignement supérieur, pour plus d'équité et d'inclusion dans l'accès au niveau « supérieur », enjeu de l'orientation et d'un rôle intégrateur renforcé pour l'université ;

-et celle de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, pour une insertion professionnelle durable, vu l'accélération des mutations sur le marché de l'emploi, les nouveaux besoins des employeurs et l'importance des compétences transversales (ou « *soft skills* ») – comme l'esprit critique, les capacités d'analyse et de synthèse, l'esprit créatif pour résoudre des problèmes, ou la faculté d'apprendre à apprendre-, la question de l'employabilité se posant toutefois différemment selon les disciplines.

Enfin l'un des ateliers a mis en exergue, au chapitre des priorités, celle de l'internationalisation et de la mobilité.

Quant à la nature des actions spécifiques envisagées, les recommandations émanant des ateliers sont les suivantes :

il s'agit en premier lieu d'explicitier le sens de toute action nouvelle, sur le fondement d'une vision cohérente et partagée, aux trois échelles concernées (local/établissement, national et européen) et avec des espaces de concertation et d'échanges. Il faut « rendre le changement vivable », a en particulier analysé l'un des ateliers, alors que des transformations constantes sont trop souvent « subies ».

Se transformer, répondre à l'ensemble des missions de l'enseignement supérieur dont le rôle sociétal majeur est rappelé suppose également, pour la majorité des ateliers, un investissement financier massif, de la part de l'Etat, qui vienne en soutien aux politiques des établissements et qui soit conditionné aux réponses apportées aux défis mondiaux et sociétaux, en particulier pour l'environnement en reliant l'évaluation aux objectifs de développement durable.

Davantage de financements pour développer l'attribution de bourses à la mobilité, ainsi que des programmes de recherche sur les grands enjeux mondiaux, avec plus de financements pérennes, constitue aussi une action forte préconisée au plan européen par nombre de participants qui plébiscitent par ailleurs l'initiative des « universités européennes ».

Par ailleurs, pour évoluer dans le sens d'une plus grande internationalisation, les recommandations avancées pour ce qui concerne les actions à développer par les établissements se déclinent comme suit :

- développer une politique d'information au sujet des opportunités de mobilité via les projets de partenariat

- former aux langues vivantes et à l'interculturel, qu'il s'agisse des étudiants ou des personnels (avec un plan de formation massif du personnel administratif)

- mettre sur pied des formations conjointes, des contenus internationaux, des programmes en anglais, développer des diplômes conjoints et des doubles diplômes, ainsi que la mobilité virtuelle, y compris avec des enseignements délivrés en mode hybride (« *blended learning* »).

Enfin, la question de l'insertion professionnelle mise en exergue, alors que celle-ci ne constituait pas une préoccupation forte pour la majorité des réponses apportées au questionnaire en ligne, a suscité les points suivants :

- répondre aux besoins de compétences exprimés par le monde socio-économique constitue un défi pour les universités, alors que dans certains établissements, le monde enseignant peut parfois révéler de fortes réticences à l'idée de voir le « supplément au diplôme » utilisé par les acteurs économiques. En revanche, pour répondre aux exigences des entreprises, le développement des compétences transversales et la pluridisciplinarité constituent deux approches largement acceptées ;

- l'employabilité revêt également une dimension de démocratisation, car il s'agit d'offrir des opportunités économiques réelles à tous ;

- mais après le cycle ouvert par la Déclaration de La Sorbonne en 1998, suivie par le lancement du Processus de Bologne en 1999, avec la question centrale et générique de l'employabilité, ne faut-il pas poser cette question en des termes différents, selon les secteurs disciplinaires ?